



## La Lorraine :

une économie tournée vers le présentiel

La part de la sphère présentielle dans l'emploi total s'est accrue rapidement ces dernières années au détriment de la part de la sphère non-présentielle. La Lorraine n'a pas échappé à ce mouvement national. Les facteurs explicatifs de la localisation de l'emploi présentiel dans les territoires sont à rechercher du côté de la population présente sur les territoires, du potentiel de marché et de la propension à consommer localement. Sur la période 1999-2007, la croissance de l'emploi a été plus favorable dans les territoires «présentiels». En ce sens, l'économie présentielle aurait constitué un facteur de stabilité en période de crise et d'autonomie des économies locales. Néanmoins, les crises budgétaire et énergétique pourraient venir remettre en cause à l'avenir ce constat.

Deux grandes approches permettent d'appréhender les dynamiques de population active : l'approche dite «sociodémographique», l'approche dite du «marché du travail».

### Dynamiques de la population active : deux types d'approches

Dans l'approche sociodémographique, la variation de la population active est le résultat de trois effets : un effet lié au vieillissement des actifs initialement présents et résidents dans la zone, un effet lié à la variation des taux d'activité au cours de la période, un effet lié aux migrations résidentielles d'actifs.

Dans l'approche du «marché du travail», l'évolution de la population active est la somme algébrique de quatre composantes : l'évolution du nombre d'emplois existants dans la zone (emploi au lieu de travail), l'évolution du nombre de chômeurs, l'évolution du solde des navettes domicile-travail, l'évolution du nombre de militaires du contingent.

$\Delta$  Population active =

$\Delta$  Effet démographique +  $\Delta$  Effet Taux d'activité +  $\Delta$  Effet des migrations résidentielles =

$\Delta$  Emploi +  $\Delta$  Chômage +  $\Delta$  Militaires du contingent -  $\Delta$  Solde des navettes

### 1999-2006 : une croissance de la population active nourrie par les migrations

Entre 1999 et 2006, la population active augmente (+11%). L'effet démographique ne joue presque plus (+1,4%) du fait du tarissement des arrivées de jeunes et de l'intensification des départs de fin d'activité. Les migrations résidentielles prennent le relais (+2,3%) ainsi que les taux d'activité.

L'emploi au lieu de travail augmente et le chômage recule (respectivement +10,3% et -1,2%). Le solde des navettes domicile-travail se creuse encore (-2,5%), ce qui témoigne d'une polarisa-



tion des navettes toujours accrue vers les pôles d'emploi.

L'analyse typologique (1) des dynamiques de population active permet de dégager sept groupes de zones.

### Groupe 1 : Une population active stable

La population active croît en moyenne chaque année de 0,6‰ sur la période 1999-2006. L'impact démographique est faible (1,5‰). La hausse de la population active s'explique uniquement par l'effet taux d'activité (+5,3‰), atténué par le dé-

ficit des migrations résidentielles (-6,1‰). Les navettes domicile-travail se creusent (-2,3‰). C'est dans ce groupe que l'emploi progresse le moins (+1,3‰), le chômage diminue de -2,4‰. Ce groupe concerne les zones situées dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Centre et Bourgogne.

### Groupe 2 : La progression de la population active est deux fois supérieure à la moyenne

Dans ce groupe, la population active augmente de 25,3‰ en moyenne

chaque année sur la période. Cette croissance est liée à la très forte attractivité résidentielle (+14,1‰). L'emploi progresse dans ce groupe de +13,6‰. Le chômage varie peu et les navettes se creusent (-12,5‰). Il s'agit de zones situées principalement en Aquitaine et Rhône-Alpes.

### Groupe 3 : Une évolution de la population active proche de la moyenne sans effet migratoire

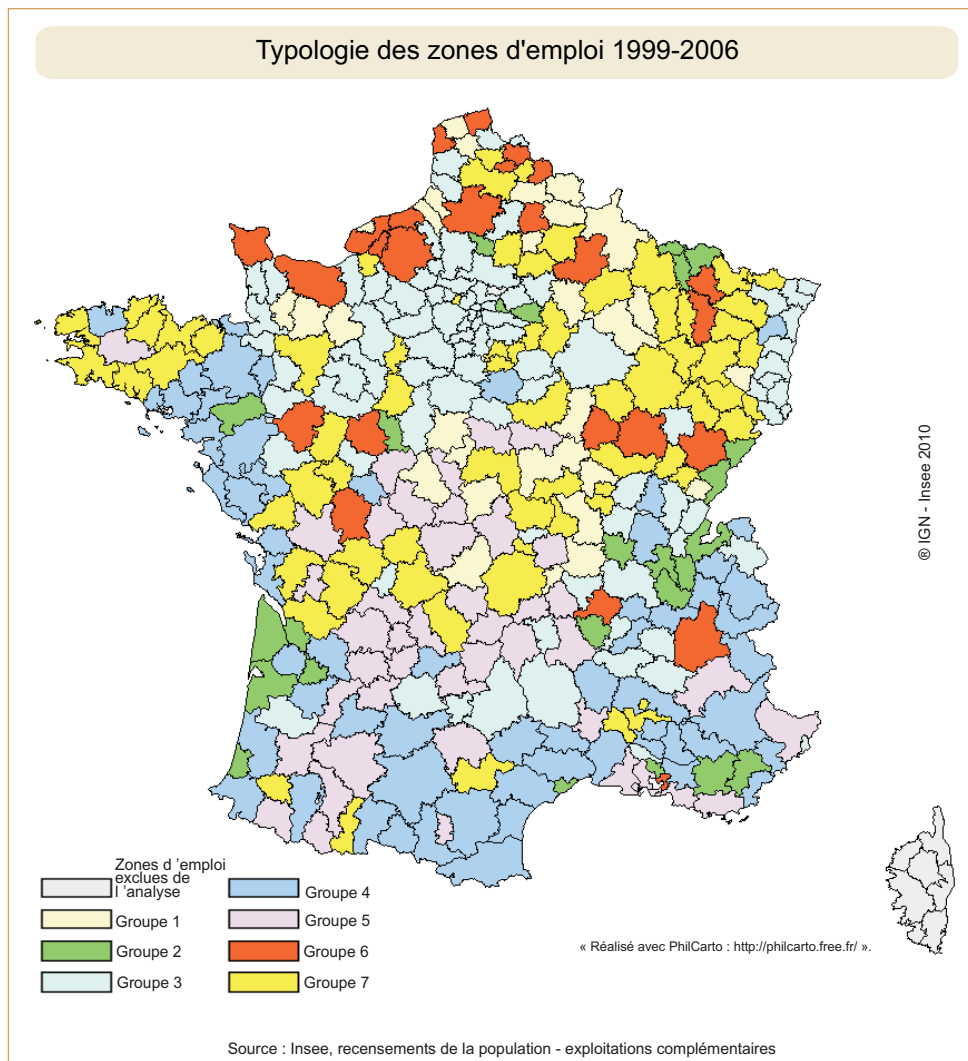
L'évolution de la population active dans ce groupe est positive, légèrement en dessous de l'évolution nationale (respectivement +10,5‰ et +11‰). Les effets démographiques et de taux d'activité sont positifs (respectivement +2,6‰ et +6,1‰) et la croissance de la population active n'est pas contrariée par un déficit d'attractivité migratoire.

Côté marché du travail, le chômage stagne. L'emploi ne progresse pas au même rythme que la population active (+8,2‰ contre +10,5‰) ce qui se traduit par un creusement du solde des navettes domicile-travail (-2,8‰). Les zones concernées se situent principalement dans les régions d'Île-de-France et d'Alsace.

### Groupe 4 : La progression de la population active est supérieure au rythme national

Dans les zones d'emploi de ce groupe, la croissance de la population active s'établit à +18,2‰ actifs supplémentaires en moyenne chaque année (pour 1 000 actifs de début de période).

L'effet démographique est nul. Ces zones se caractérisent par une attractivité résidentielle importante (+9,5‰) et par une élévation des taux d'activité (+8,1‰). L'emploi progresse au



## Population active 1999-2006 : sept trajectoires-types

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	Groupe 6	Groupe 7	Ensemble
Variation population active	0,6	25,3	10,5	18,2	6,8	8,0	8,4	11,0
Effet démographique	1,5	1,5	2,6	0,6	-3,3	7,4	1,3	1,4
Effet taux d'activité	5,3	9,8	6,1	8,1	6,8	8,1	8,1	7,3
Effet des migrations résidentielles	-6,1	14,1	1,8	9,5	3,4	-7,5	-1,0	2,3
Variation de l'emploi	1,3	13,6	8,2	18,6	9,4	13,0	8,0	10,3
Variation du chômage	-2,4	-0,3	-0,1	-1,2	-2,7	-3,1	-1,1	-1,2
Variation des militaires du contingent	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,6	-0,7	-0,5
Variation des navettes domicile-travail	-2,3	-12,5	-2,8	-1,2	-0,5	1,3	-2,2	-2,5

Variation annuelle moyenne sur la période 1999-2006 pour 1 000 actifs de début de période - Moyennes par groupe  
Champ géographique : zones d'emploi

Source : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires

rythme de la population active (+18,6‰) tandis que le chômage recule (-1,2‰). Les zones concernées se situent en Rhône-Alpes, PACA, Bretagne et Aquitaine.

**Groupe 5 : Une évolution de la population active moins élevée que la moyenne**

Dans ce groupe, la population active augmente de +6,8‰ en moyenne chaque année, évolution près de deux fois moins élevée qu'au niveau national (+11‰).

Ces zones se caractérisent par un effet démographique négatif (-3,3‰) compensé par leur attractivité résidentielle (+3,4‰) et par la hausse

des taux d'activité (+6,8‰).

La baisse du chômage (-2,7‰) et la hausse de l'emploi offert (+9,4‰) sont supérieures à la moyenne nationale. Les zones concernées sont celles d'Aquitaine et d'Auvergne.

**Groupe 6 : Une évolution de la population active proche de la moyenne avec un effet migratoire négatif**

L'évolution de la population active est positive mais en deçà de l'évolution nationale (respectivement +8‰ et +11‰). L'effet démographique contribue à cette hausse (+7,4‰), de même que l'effet taux d'activité (+8,1‰). Par contre, on observe un

déficit migratoire de 7,5‰ en moyenne chaque année sur la période.

Le marché du travail est dynamique puisque l'emploi progresse de 13‰ en moyenne chaque année tandis que le chômage recule (-3,1‰). Les zones d'emploi appartenant à ce groupe sont situées dans les régions Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie.

**Groupe 7 : Faible croissance de la population active et croissance des navettes domicile-travail**

La population active des zones d'emploi appartenant à cette classe est inférieure à la moyenne nationale : +8,4‰ en moyenne chaque année entre 1999 et 2006, contre +11‰. Cette croissance est essentiellement tirée par la progression des taux d'activité (+8,1‰) dans un contexte de déficit des migrations résidentielles (-1,0‰).

Sur le marché du travail, l'emploi progresse de 8‰ l'an en moyenne et les navettes se creusent (-2,2‰). Ce groupe est caractéristique des zones lorraines.

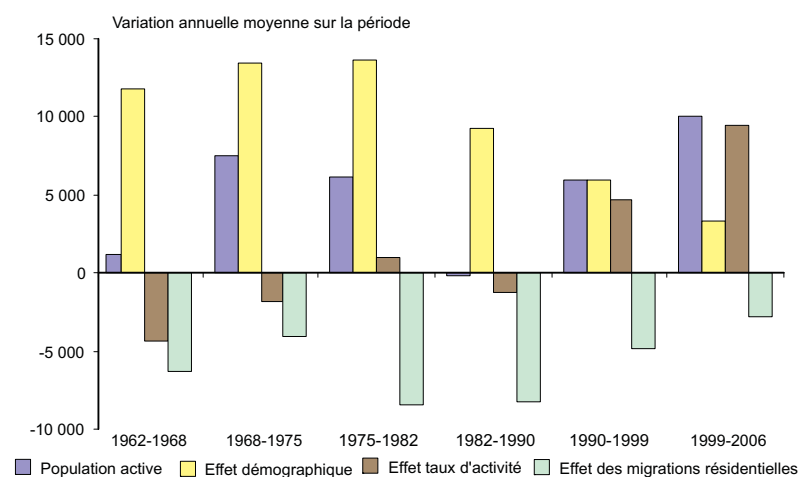
**Dynamiques lorraines 1962-2006**

La croissance de la population active de la Lorraine a été continue de 1962 à 2006, avec en moyenne près de 6 000 actifs supplémentaires chaque année, à l'exception de la période 1982-1990, période pendant laquelle la population active a reculé. L'effet démographique, qui correspond à l'effet de l'arrivée sur le marché du travail de générations plus nombreuses que celles qui le quittent, a constitué le principal facteur de cette hausse, même si il est en décroissance sur la période. Les migrations résidentielles, constamment négatives sur la période, ne produisent plus autant de fuites d'actifs que par le passé. Sur la dernière période 1999-2006, l'effet taux d'activité devient de même ampleur que l'évolution de la population active.

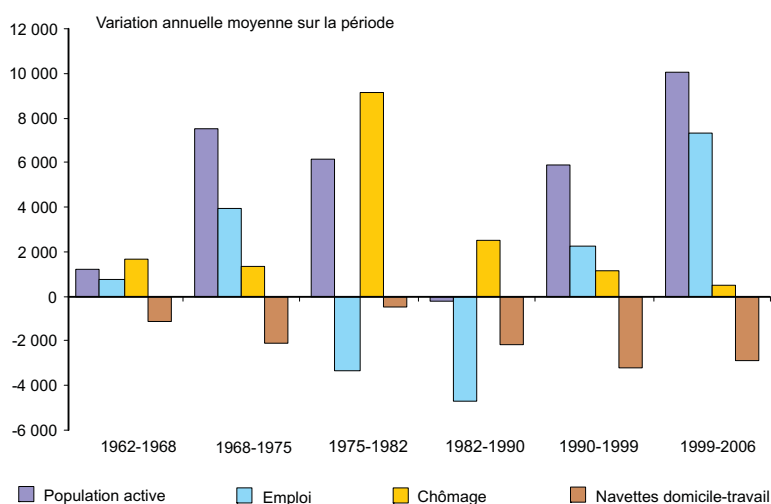
Sur le marché du travail, depuis 1990, l'emploi a contribué positivement à la progression de la population active. La croissance des navettes domicile-travail entre 1962

**Composantes de l'évolution de la population active lorraine depuis 1962**

*Approche "sociodémographique"*



*Approche "marché du travail"*



Source : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires

et 2006, en moyenne près de 2 000 supplémentaires par an, a permis de contenir la hausse du chômage.

Dans sept zones d'emploi, l'évolution des navettes constitue le mo-

teur de la population active entre 1999 et 2006 : Briey, Longwy, Thionville, Commercy, le Bassin-Houiller et Bar-le-Duc. Dans les autres zones, la croissance de la population active est tirée par celle de

l'emploi, en particulier à Metz, Toul, Nancy et dans la Meuse-du-Nord. Les migrations résidentielles jouent un rôle positif et significatif dans les zones de Longwy, Briey, Thionville et Sarrebourg.

## Définitions

\* L'effet démographique se définit comme la variation de la population active liée au renouvellement naturel des générations (vieillesse des actifs initialement présents). On estime une population en fin de période en faisant simplement vieillir la population du début de la période intercensitaire. Il n'y pas de migrations sur la période et les naissances ne sont pas ajoutées (les enfants nés au cours de la période n'atteindront pas l'âge actif en fin de période).

\* L'effet taux d'activité mesure la variation de la population active due aux seuls changements de comportement d'activité.

\* L'effet des migrations résidentielles évalue l'impact des mouvements de population entre les territoires (personnes qui s'installent dans la zone moins les personnes qui déménagent). Cet effet est mesuré comme étant la résultante entre l'évolution de la population active et la contribution des deux premiers effets.

\* L'emploi mesuré est l'emploi au lieu de travail. Les personnes ayant un emploi au sens du recensement de la population de 2006, sont celles ayant déclaré avoir un emploi dans le formulaire du recensement auxquelles s'ajoutent celles n'ayant pas spontanément répondu être en emploi mais qui ont toutefois ensuite soit répondu «Oui» à la question «Travaillez-vous ?», soit encore celles ayant répondu à au moins deux autres questions sur leur travail.

\* Le chômage mesuré au sens du recensement de la population regroupe les personnes qui se sont déclarées spontanément chômeurs et étant à la recherche d'un emploi et celles qui ont répondu «Oui» à la question «Cherchez-vous un emploi ?».

\* Le solde des navettes domicile-travail correspond à la différence entre le nombre de personnes travaillant sur un territoire mais n'y résidant pas (entrées) et le nombre de personnes y résidant mais n'y travaillant pas (sorties).

Les zones d'emploi de Corse et celle de Roissy, atypiques ou non exploitables sur longue période, ont été exclues de l'analyse.

## Dynamiques de la population active en Lorraine 1999-2006

Zones d'emploi	Approche «sociodémographique»				Approche «marché du travail»			
	Variation totale	Effet démographique	Effet taux d'activité	Effet des migrations résidentielles	Variation de l'emploi	Variation du chômage	Variation des militaires du contingent	Variation des navettes domicile-travail
Briey	20,7	2,5	14,2	4,0	1,5	1,1	-0,7	-18,8
Toul	17,5	5,8	9,7	1,9	11,3	0,3	-0,8	-6,8
Longwy	16,8	-0,5	13,2	4,1	1,1	2,6	-0,7	-13,9
Thionville	15,8	1,4	12,2	2,1	6,2	-0,5	-0,6	-10,6
Meuse-du-Nord	15,0	2,9	10,4	1,7	10,7	0,0	-0,7	-4,9
Commercy	14,5	3,9	9,7	0,8	3,9	1,8	-0,8	-9,6
Sarrebourg	12,5	1,2	9,9	1,4	8,5	1,7	-0,6	-2,9
Metz	11,9	6,6	10,3	-5,0	17,8	-0,5	-0,7	4,7
Lunéville	10,7	4,0	8,7	-2,1	6,2	0,0	-0,7	-5,2
Nancy	8,6	10,2	10,0	-11,5	10,7	-0,6	-0,6	0,9
Épinal	6,2	4,0	6,3	-4,1	4,7	0,7	-0,5	-1,3
Bassin-Houiller	6,0	2,5	8,1	-4,6	-0,1	3,2	-0,6	-3,5
Saint-Dié-des-Vosges	5,2	2,5	5,8	-3,2	2,9	2,1	-0,6	-0,7
Sarreguemines	4,5	1,1	6,9	-3,5	6,5	0,7	-0,7	2,0
Vosges-de-l'Ouest	1,3	0,6	8,1	-7,4	3,1	1,8	-0,8	2,8
Remiremont-Gérardmer	0,3	1,9	4,5	-6,1	3,7	-0,6	-0,5	2,4
Bar-le-Duc	0,1	3,2	5,9	-9,0	-1,2	-0,2	-0,9	-2,4

Variation annuelle moyenne sur la période 1999-2006 pour 1 000 actifs de début de période

Source : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires

## Le rôle de l'économie présenteielle dans le développement des territoires

La réflexion conduite par le groupe Perroux du Commissariat général du Plan en 2005, s'intéressait aux évolutions possibles des économies régionales françaises et cherchait à décrire les évolutions envisageables et les bifurcations possibles à dix ans et à identifier les différents types d'action publique à adopter.

Le groupe proposait trois orientations stratégiques. La première (stratégie « métropolitaine ») consistait à accompagner le processus de polarisation des activités, la deuxième à communautariser au niveau européen une politique efficace d'innovation et de compétitivité avec une politique régionale ciblée et renforcée (stratégie « Lisbonne+ »). La troisième (stratégie « dynamique résidentielle ») choisissait volontairement de s'abstraire des contraintes d'efficacité de court terme pour privilégier une politique de long terme de localisation des ménages dans des territoires résidentiels associée à un objectif de développement durable des territoires.

Le fondement de la stratégie « dynamique résidentielle » reposait sur le décalage temporel entre les choix de localisation des ménages et des entreprises : à court terme, ce sont les ménages qui suivent les emplois, mais à long terme la relation peut s'inverser. Dans cette optique, les pouvoirs publics visaient à diminuer les pertes liées à la délocalisation des ménages ou à intervenir dans les zones de croissance de la population. De manière temporaire, les ménages supportent un surcoût lié à la distance aux emplois, de sorte que la compensation par fi-

nancement public pouvait permettre d'enclencher et de stabiliser le phénomène de dispersion résidentielle. Des raisons environnementales peuvent conforter ce type d'intervention, en particulier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre engendrées par les migrations quotidiennes de travail.

### Qu'est-ce que l'économie présenteielle ?

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et non-présenteielle, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'oeuvre dans les territoires.

On distingue ainsi les activités présenteielles qui sont les activités mises en oeuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les activités non-présenteielles sont, elles, déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Dans la sphère non-présenteielle, l'emploi suit les entreprises pour les secteurs orientés vers les marchés extérieurs. Cette économie relève d'une logique de l'offre compétitive (modèle de type néo-classique). A contrario, dans la sphère présenteielle, l'emploi suit la population pour les services marchands aux personnes. Cette économie concerne les acti-

vités orientées vers les marchés locaux et relève d'une logique de la demande (modèle de type keynésien, théorie de la base économique), services rendus à la population résidente et à la population présente mais non-résidente (touristes). Elle dépend de la localisation des ménages, de leur pouvoir d'achat, des effets de redistribution et des besoins de la population. Cette nouvelle typologie en deux sphères vise à mieux tenir compte des effets de plusieurs tendances majeures de l'économie : la mondialisation, l'externalisation des activités des entreprises, la transformation du mode de vie des ménages (loisirs) et l'expansion des budgets publics et sociaux.

La distinction entre sphère présenteielle et non-présenteielle ne se limite pas au clivage classique entre économie concurrencée et économie abritée. En effet, l'économie présenteielle ne peut s'identifier à une économie abritée de la concurrence internationale où selon une logique keynésienne, la croissance locale passerait par une politique de soutien de la demande. Il existe d'une part une concurrence des territoires par rapport aux choix des ménages dans la détermination de la localisation de leur résidence définitive ou temporaire (tourisme). D'autre part, l'augmentation croissante de la mobilité spatiale des ménages, actifs et retraités, avive la compétition entre territoires pour la captation des revenus. Enfin, une partie de cette économie est soumise de fait à la concurrence de producteurs extérieurs au territoire.

Un territoire doit-il être plutôt présenteiel que non-présenteiel ? Et si il est à dominante présenteielle, vaut-il mieux qu'il soit alimenté par des « salaires importés », des « retraites » ou des « dépenses touristiques » ?

### Explosion de l'économie présenteielle

	Évolution du nombre d'emplois au lieu de travail					
	Sphère présenteielle			Sphère non-présenteielle		
	1982-1990	1990-1999	1999-2007	1982-1990	1990-1999	1999-2007
Province	860 000	986 000	1 864 000	-532 000	-224 000	239 000
Ile-de-France	258 000	55 000	440 000	113 000	-89 000	89 000
France métropolitaine	1 118 000	1 041 000	2 304 000	-419 000	-314 000	328 000
<b>Lorraine</b>	<b>20 000</b>	<b>38 000</b>	<b>66 000</b>	<b>-57 000</b>	<b>-18 000</b>	<b>-15 000</b>

Sources : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires et sondage au quart au lieu de travail

## L'explosion de l'économie présenteielle

L'économie présenteielle a contribué pour près de 90% à la progression de l'emploi total entre 1999 et 2007. Alors que la Lorraine perdait un peu plus de 15 000 emplois dans la sphère non-présenteielle sur la période, 66 000 voyaient le jour dans la sphère présenteielle.

De 1999 à 2007, la part du présenteiel a nettement progressé en France métropolitaine, de 61,7% à

64,4%. La progression a été encore plus forte en Lorraine, 5 points sur la période, contre 4 points pour la France de province.

En termes d'emploi, la sphère présenteielle est devenue prédominante au niveau national, ce qui n'est pas le cas en termes de rémunérations salariales. Les rémunérations brutes moyennes sont inférieures de 27,1% dans la sphère présenteielle. Une partie de cet écart est à mettre au compte de relations sociales souvent plus éclatées dans la sphère présen-

tielle, ce qui peut contribuer à des conditions d'emploi plus précaires.

## Un redéploiement vers le présenteiel affectant toutes les régions

Le ratio entre les deux sphères a fortement augmenté en Lorraine, plaçant la région au 4<sup>ème</sup> rang national en 2007, derrière des régions comme Languedoc-Roussillon, PACA et le Limousin. La Lorraine occupait la 7<sup>ème</sup> place en 1982. Ce ratio a progressé dans toutes les régions avec des amplitudes assez proches, entre +0,09 et +0,33 point entre 1999 et 2007.

L'emploi dans la sphère non-présenteielle a baissé dans près de six régions sur dix, à l'exception des régions se situant au sommet de la hiérarchie urbaine comme l'Île-de-France, PACA, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, etc. Entre 1990 et

### Progression relative de la sphère présenteielle

	Part des emplois de la sphère présenteielle dans le total des emplois (%)			
	1982	1990	1999	2007
Province	54,5	58,5	61,6	64,4
Ile-de-France	60,0	60,7	62,2	64,2
France métropolitaine	55,7	59,0	61,7	64,4
<b>Lorraine</b>	<b>54,5</b>	<b>59,5</b>	<b>62,7</b>	<b>66,6</b>

Sources : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires (2007 et 1999) et sondage au quart au lieu de travail (1990 et 1982)

### Progression relative de l'emploi présenteiel

Régions	Ratio des emplois de la sphère présenteielle sur les emplois de la sphère non-présenteielle							
	2007		1999		1990		1982	
	Ratio	Rang	Ratio	Rang	Ratio	Rang	Ratio	Rang
Ile-de-France	1,79	10	1,65	8	1,55	3	1,50	3
Champagne-Ardenne	1,57	19	1,38	17	1,17	20	1,02	19
Picardie	1,63	15	1,37	18	1,21	18	1,00	20
Haute-Normandie	1,60	17	1,40	16	1,20	19	1,04	17
Centre	1,67	14	1,44	14	1,28	14	1,13	11
Basse-Normandie	1,78	11	1,52	13	1,26	15	1,06	15
Bourgogne	1,75	13	1,53	12	1,34	12	1,12	12
Nord-Pas-de-Calais	1,83	7	1,56	11	1,39	10	1,06	16
<b>Lorraine</b>	<b>2,00</b>	<b>4</b>	<b>1,68</b>	<b>6</b>	<b>1,47</b>	<b>7</b>	<b>1,20</b>	<b>7</b>
Alsace	1,56	20	1,35	19	1,24	16	1,12	13
Franche-Comté	1,58	18	1,32	21	1,11	21	0,95	21
Pays de la Loire	1,49	21	1,35	20	1,23	17	1,04	18
Bretagne	1,77	12	1,61	9	1,42	8	1,17	8
Poitou-Charentes	1,89	6	1,68	7	1,40	9	1,20	6
Aquitaine	1,93	5	1,74	4	1,54	4	1,32	4
Midi-Pyrénées	1,83	8	1,73	5	1,50	6	1,30	5
Limousin	2,12	3	1,79	3	1,51	5	1,15	10
Rhône-Alpes	1,61	16	1,43	15	1,29	13	1,15	9
Auvergne	1,80	9	1,57	10	1,35	11	1,07	14
Languedoc-Roussillon	2,58	1	2,35	2	2,02	2	1,74	2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,56	2	2,43	1	2,19	1	1,97	1
<b>Ensemble</b>	<b>1,81</b>		<b>1,61</b>		<b>1,44</b>		<b>1,26</b>	

Sources : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires (2007 et 1999) et sondage au quart au lieu de travail (1990 et 1982)

## Rémunérations brutes moyennes dans la sphère présentielle

Régions	Sphère présentielle	Écart présentielle/ non-présentielle
Ile-de-France	34 000	-32,5%
Champagne-Ardenne	26 500	-21,3%
Picardie	26 500	-22,6%
Haute-Normandie	26 000	-30,0%
Centre	26 500	-24,3%
Basse-Normandie	25 500	-21,4%
Bourgogne	26 500	-22,1%
Nord-Pas-de-Calais	27 500	-23,4%
<b>Lorraine</b>	<b>27 000</b>	<b>-22,7%</b>
Alsace	27 500	-25,5%
Franche-Comté	26 000	-24,7%
Pays de la Loire	26 500	-19,8%
Bretagne	26 500	-18,4%
Poitou-Charentes	26 000	-18,0%
Aquitaine	26 500	-22,5%
Midi-Pyrénées	27 000	-26,7%
Limousin	26 000	-18,6%
Rhône-Alpes	27 500	-28,4%
Auvergne	26 000	-21,7%
Languedoc-Roussillon	26 000	-22,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 500	-26,7%
<b>Ensemble</b>	<b>28 500</b>	<b>-27,1%</b>

Source : Insee, CLAP 2008

1999, 90% des régions, à l'exception de Pays de la Loire et de l'Alsace, ont connu une diminution de l'emploi non-présentiel. Le recul amorcé entre 1990 et 1999 en Lorraine (-18 000) se voit confirmé avec la même ampleur (-15 000) entre 1999 et 2007, faisant de la Lorraine la région où l'emploi non-présentiel a le plus reculé en France, devant la Picardie et la Franche-Comté.

Les rémunérations brutes moyennes sont, dans toutes les régions, plus faibles dans la sphère présentielle que dans la sphère non-présentielle. Elles y sont inférieures de 22,7% en 2008 en Lorraine, loin de la moyenne nationale (-27,1%).

La spécialisation infrarégionale présentielle se situe essentiellement au sud de la France, mais la progression relative du présentiel concerne toutes les zones d'emploi à des degrés variables.

En Lorraine, la part de la sphère présentielle est particulièrement importante dans les zones d'emploi de

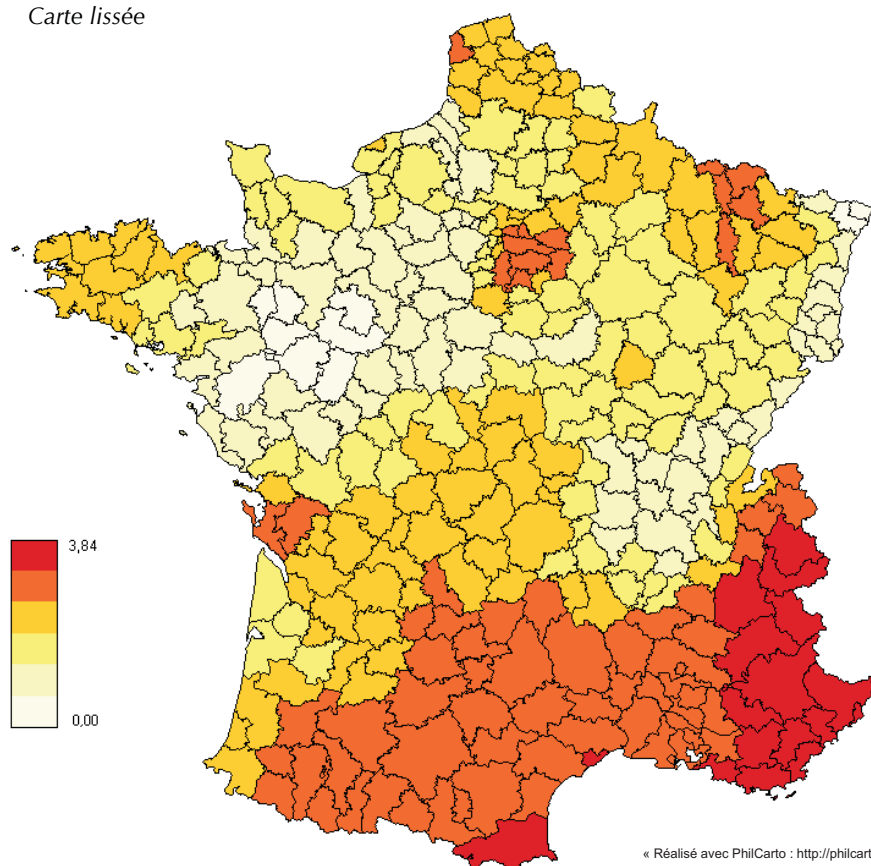
## Dynamiques régionales de l'emploi présentiel

Régions	Part des emplois de la sphère présentielle dans le total des emplois (%)							
	2007		1999		1990		1982	
	Ratio	Rang	Ratio	Rang	Ratio	Rang	Ratio	Rang
Ile-de-France	64,21	10	62,21	8	60,71	3	60,02	3
Champagne-Ardenne	61,03	19	57,96	17	53,81	20	50,53	19
Picardie	61,94	15	57,77	18	54,67	18	49,98	20
Haute-Normandie	61,55	17	58,40	16	54,51	19	51,02	17
Centre	62,59	14	58,97	14	56,08	14	53,00	11
Basse-Normandie	63,99	11	60,35	13	55,73	15	51,57	15
Bourgogne	63,60	13	60,50	12	57,18	12	52,91	12
Nord-Pas-de-Calais	64,68	7	61,00	11	58,09	10	51,55	16
<b>Lorraine</b>	<b>66,64</b>	<b>4</b>	<b>62,71</b>	<b>6</b>	<b>59,49</b>	<b>7</b>	<b>54,47</b>	<b>7</b>
Alsace	60,99	20	57,38	19	55,35	16	52,82	13
Franche-Comté	61,17	18	56,92	21	52,59	21	48,67	21
Pays de la Loire	59,89	21	57,38	20	55,06	17	51,01	18
Bretagne	63,91	12	61,65	9	58,59	8	53,88	8
Poitou-Charentes	65,39	6	62,68	7	58,38	9	54,52	6
Aquitaine	65,86	5	63,49	4	60,67	4	56,87	4
Midi-Pyrénées	64,64	8	63,42	5	60,04	6	56,51	5
Limousin	67,92	3	64,15	3	60,23	5	53,53	10
Rhône-Alpes	61,74	16	58,85	15	56,35	13	53,53	9
Auvergne	64,25	9	61,02	10	57,38	11	51,80	14
Languedoc-Roussillon	72,07	1	70,17	2	66,94	2	63,55	2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	71,90	2	70,88	1	68,65	1	66,36	1
<b>Ensemble</b>	<b>64,39</b>		<b>61,71</b>		<b>59,01</b>		<b>55,70</b>	

Sources : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires (2007 et 1999) et sondage au quart au lieu de travail (1990 et 1982)

## Ratio des emplois de la sphère présenteielle sur les emplois de la sphère non-présentielle en 2007

Carte lissée



© IGN - Insee 2010

« Réalisé avec PhilCarto : <http://philcarto.free.fr/> ».

Source : Insee, recensement de la population

Metz, Nancy, Lunéville et de la Meuse-du-Nord. Mais ce sont dans les zones de Lunéville, Sarrebourg et Longwy que le ratio entre les deux sphères a le plus progressé, au profit de la sphère présenteielle. Les zones de Thionville, du Bassin-Houiller et des Vosges de l'Ouest concentrent les écarts de rémunérations entre sphères les plus importants.

### Les facteurs de localisation de l'emploi présenteiel

On peut distinguer deux grandes dimensions explicatives de la localisation de la sphère présenteielle, l'une relevant de la taille du marché, l'autre de la propension à consommer localement des services.

Les facteurs de localisation sont analysés ici par la densité d'emplois présenteiels en 1999 et 2007 par zone d'emploi en France.

Les variables explicatives retenues sont celles appréhendant la taille du marché :

- population résidente dans la zone ;

## Dynamiques de l'emploi présenteiel dans les zones d'emploi lorraines

Zones d'emploi	Part du présenteiel dans le total (%)		Ratio présenteiel/non-présenteiel (%)		Écart rémunération brute moyenne 2008
	2007	1999	2007	1999	
Longwy	69,2	63,8	2,2	1,8	-25,0%
Briey	64,4	60,9	1,8	1,6	-19,0%
Thionville	64,6	60,8	1,8	1,6	-33,2%
Lunéville	70,8	64,5	2,4	1,8	-20,8%
Nancy	71,4	69,9	2,5	2,3	-21,9%
Toul	64,8	62,1	1,8	1,6	-13,2%
Metz	72,5	71,2	2,6	2,5	-20,3%
Bassin-Houiller	61,7	54,7	1,6	1,2	-28,6%
Sarreguemines	59,1	56,1	1,4	1,3	-25,3%
Sarrebourg	67,6	60,8	2,1	1,6	-22,3%
Meuse-du-Nord	69,9	66,0	2,3	1,9	-21,3%
Bar-le-Duc	63,6	60,1	1,7	1,5	-19,3%
Commercy	60,2	51,1	1,5	1,0	-20,6%
Vosges-de-l'Ouest	58,1	53,4	1,4	1,1	-28,8%
Épinal	64,9	60,1	1,8	1,5	-22,2%
Remiremont-Gérardmer	58,3	50,5	1,4	1,0	-17,4%
Saint-Dié-des-Vosges	57,2	53,3	1,3	1,1	-19,9%
<b>Lorraine</b>	<b>66,6</b>	<b>62,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>-22,7%</b>

Sources : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires et sondage au quart au lieu de travail, CLAP 2008



- médiane des revenus fiscaux par unité de consommation (UC)\* par zone, proportion d'ouvriers et de retraités dans la population totale ;

- potentiel de fréquentation temporaire (rapport entre le nombre de campings, d'hôtels et de résidences secondaires et la population résidente dans la zone) ;

et celles concernant la propension à consommer localement (navettes domicile-travail) :

- taux d'entrants de la zone ;

- taux de sortants de la zone.

Les dimensions de taille du marché et de propension à consommer localement en 1999 ou 2007, quel que soit le type de spécification,

permettent d'expliquer de manière significative la densité d'emplois présents (R<sup>2</sup> entre 0,51 et 0,61 selon les zones).

\* Unité de consommation : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;

- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;

- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

### Déterminants de la localisation des emplois présents en 2007

	MCO		Modèle Autorégressif Spatial		GWR		
	Coefficient	Significativité	Coefficient	Significativité	Coefficient *		
					Minimum	Médian	Maximum
Variable expliquée décalée spatialement			0,76	6,79			
Constante	353,93	5,67	16,48	0,77	314,71	364,42	454,43
Population (2007)	-4,74E-05	-2,95	-3,54E-05	-2,31	-6,60E-05	-5,10E-05	-3,50E-05
Médiane des revenus fiscaux par UC (2007)	0,004	1,75	0,009	6,05	-0,001	0,003	0,006
Proportion d'ouvriers (2006)	-4,00	-3,87	-2,38	-2,76	-5,18	-3,80	-2,09
Proportion de retraités (2006)	-3,68	-4,48	-2,17	-3,73	-4,52	-3,91	-2,82
Potentiel de fréquentation temporaire (2007)	1,24	3,81	1,25	3,87	0,91	1,36	1,61
Taux d'entrée (2006)	5,76	12,25	5,85	12,55	4,15	6,53	8,41
Taux de sortie (2006)	-5,00	-13,84	-5,02	-14,01	-6,83	-5,53	-4,27
R <sup>2</sup> ou R <sup>2</sup> ajusté	0,49		0,57		0,54		

Variable expliquée : densité d'emplois présents par zone d'emploi (2007)

Champ géographique : zones d'emploi

MCO : Moindres Carrés Ordinaires

\* Médianes des coefficients estimés par GWR (Régression géographique pondérée)

Sources : Insee, recensement de la population de 2007 ; Insee-DGFip, revenus fiscaux localisés des ménages 2007

### Déterminants de la localisation des emplois présents en 1999

	MCO		Modèle Autorégressif Spatial		GWR		
	Coefficient	Significativité	Coefficient	Significativité	Coefficient *		
					Minimum	Médian	Maximum
Variable expliquée décalée spatialement			0,82	9,83			
Constante	278,00	7,41	12,84	0,83	242,418	298,61	359,39
Population (1999)	-2,81E-05	-2,37	-2,17E-05	-1,88	-3,60E-05	-2,90E-05	-2,40E-05
Médiane des revenus fiscaux par UC (2001)	0,006	3,74	0,010	8,01	0,002	0,005	0,009
Proportion d'ouvriers (1999)	-3,96	-6,06	-2,98	-5,27	-4,86	-3,96	-3,24
Proportion de retraités (1999)	-3,04	-5,04	-2,07	-4,71	-3,64	-3,26	-2,37
Potentiel de fréquentation temporaire (1999)	1,16	4,62	1,16	4,65	0,70	1,17	1,43
Taux d'entrée (1999)	4,55	12,60	4,60	12,82	3,48	50,05	6,32
Taux de sortie (1999)	-4,13	-14,79	-4,16	-15,04	-5,28	-4,50	-3,65
R <sup>2</sup> ou R <sup>2</sup> ajusté	0,56		0,65		0,59		

Variable expliquée : densité d'emplois présents par zone d'emploi (1999)

Champ géographique : zones d'emploi

MCO : Moindres Carrés Ordinaires

\* Médianes des coefficients estimés par GWR (Régression géographique pondérée)

Sources : Insee, recensement de la population de 1999 ; Insee-DGFip, revenus fiscaux localisés des ménages 2001

Parmi les facteurs appréhendant la taille et la structure du marché local, le potentiel de fréquentation de non-résidents sur la zone est le facteur positif le plus influent. La structure socioprofessionnelle de la population résidente joue de façon beaucoup plus marginale et dans le sens d'un lien négatif entre la proportion d'ouvriers (dont les différences entre zones sont significatives) ou de retraités dans la population totale et la densité d'emplois présents. Le niveau de revenu médian des ménages, et à travers celui-ci la structure de consommation, conditionne positivement la densité d'emplois présents mais n'explique qu'une faible proportion de sa variabilité entre zones. La propension à consommer locale-

ment influe également de manière significative la densité d'emplois, essentiellement à travers les navettes domicile-travail. Les mobilités domicile-travail influencent fortement la variable dépendante dans le sens d'un accroissement de la propension des actifs à consommer sur leur lieu d'emploi. La densité d'emplois présents est ainsi accrue dans les zones d'emploi et plus faible dans les zones résidentielles.

### Économie présente et développement local : quelles leçons en tirer ?

Selon certains auteurs, l'économie présente permettrait de préserver en partie le territoire des effets

de la mondialisation, constituerait un facteur de stabilité en période de crise et rendrait plus autonome l'économie locale. Par ailleurs, les transferts de revenus et de dépenses auraient plutôt un effet d'atténuation des inégalités territoriales, conséquences d'une forte concentration des valeurs ajoutées sur quelques zones productives.

Ce type d'économie présente néanmoins quelques inconvénients.

Les limites d'un développement par le présentiel tiennent à sa capacité d'entraînement, à l'existence d'externalités négatives et aux contraintes budgétaires.

Les gains de productivité du travail sont plus faibles dans la sphère présente que dans la sphère non-présente. Dès lors, la substitution d'activités présentes à des activités non-présentes aurait tendance à ralentir les gains de productivité au niveau de l'économie dans son ensemble, d'où des capacités limitées d'entraînement de l'économie présente sur la croissance locale. La sphère présente dégage moins de valeur ajoutée par personne, même si les perspectives de croissance de la valeur ajoutée peuvent être fortes dans certaines de ses sous-activités.

Les conditions d'emploi sont souvent plus précaires dans la sphère présente. Les rémunérations y étant inférieures en moyenne à celles de la sphère non-présente, la part du présentiel est moins forte en termes de rémunérations qu'en termes d'effectifs (57,4% des rémunérations brutes et 66,2% des effectifs). Par conséquent, les créations d'emplois dans la sphère présente entraînent une moindre augmentation du pouvoir d'achat distribué et donc de la demande de biens et services. Une surreprésentation du présentiel dans un territoire risque de susciter une dégradation du niveau moyen des qualifications de la population active. En effet, les jeunes qualifiés pourraient être conduits à quitter la région pour trouver ailleurs une meilleure valorisation de leurs talents.

La croissance par le présentiel peut avoir des effets négatifs pour d'au-

#### Dynamiques comparées de l'évolution de la population active

Variation annuelle moyenne pour 1 000 actifs de début de période



Source : Insee, recensements de la population - exploitations complémentaires

tres territoires. La captation de revenus extérieurs se faisant au détriment de zones plus productives, cela pourrait remettre en cause la croissance de ces dernières.

Le développement d'un territoire par l'économie présenteielle étant fondé sur la captation de revenus gagnés à l'extérieur du territoire, la concurrence entre territoires pour la captation de ces revenus s'exacerberait, alors même que le succès des zones axées sur l'économie présenteielle dépend de la croissance des

territoires axés sur une économie plus productive.

Existe-t-il une limite à l'expansion du modèle de l'économie présenteielle ? Les évolutions de plusieurs de ses déterminants pourraient devenir moins favorables à l'avenir : ralentissement des transferts publics et sociaux (ex. baisse prévisible du pouvoir d'achat des retraités), augmentation de la rente foncière dans les zones à forte densité (littoral, grandes agglomérations), risques environnementaux (changements climatiques,

crise énergétique qui entraînerait un renchérissement des coûts de transports et impliquerait une forte réduction de la mobilité des ménages actifs et retraités).

## Le présenteielle, amortisseur des crises économiques ?

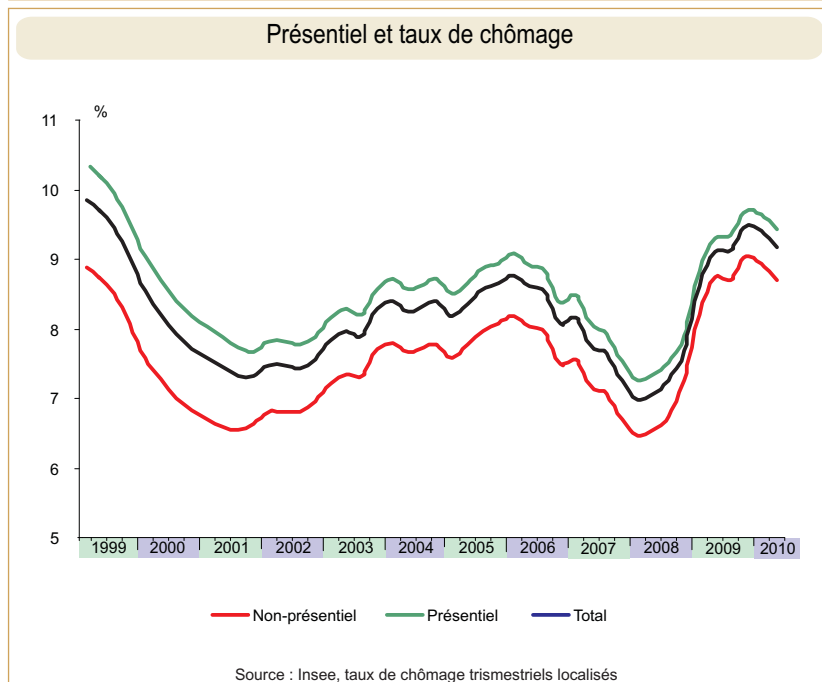
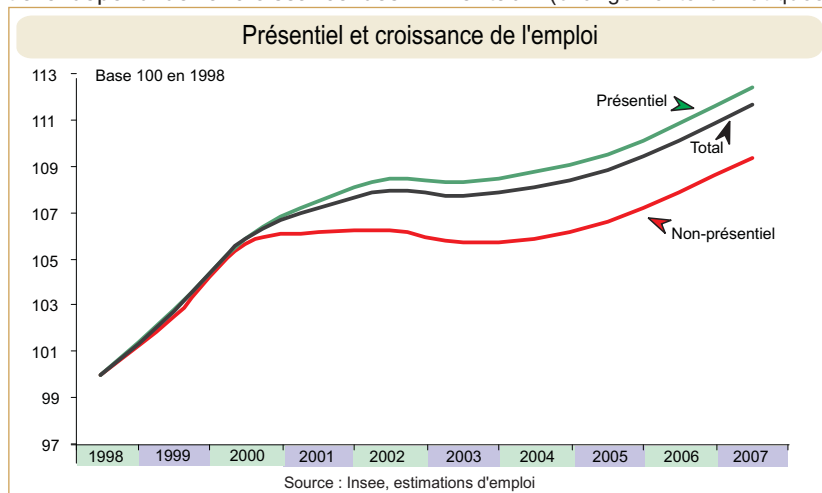
La population active sur la période 1999-2006 a crû plus vite dans l'espace présenteielle que dans l'espace non-présenteielle (1), même si les évolutions ont été très proches. L'effet démographique, en décroissance sur la période, a joué un peu plus fortement pour l'espace non-présenteielle. L'écart entre les évolutions des deux sphères est dû en partie au poids plus important et positif des migrations résidentielles dans la dynamique de la population active dans les zones présenteielles. Sur le marché du travail présenteielle, la croissance de l'emploi a toujours été positive, avec un taux de chômage légèrement supérieur.

On constate que l'emploi salarié présenteielle a progressé plus rapidement que l'emploi non-présenteielle sur la période 1999-2007. Jusqu'en 2000, les croissances sont équivalentes. À partir de 2001, l'écart s'accroît, pour se stabiliser autour de 3 points.

Côté évolution des taux de chômage et des revenus médians, les différences d'évolution annuelles entre zones présenteielles ou non-présenteielles n'apparaissent pas significatives. L'analyse trimestrielle des taux de chômage entre 1999 et le deuxième trimestre 2010 montre une courbe de chômage dans les zones présenteielles toujours supérieure sur la période à celle des zones productives, même si le taux de chômage a eu tendance à chuter plus rapidement dans les zones présenteielles. La courbe «présenteielle» du taux de chômage a convergé sur la période vers la courbe moyenne.

■ Christian CALZADA

(1) Une zone d'emploi est dite «présenteielle» si la part de l'emploi présenteielle dans le total des emplois est supérieure ou égale à 60% (la médiane s'établit à 63% en France métropolitaine).



### Présenteielle et développement des territoires

	Zones non-présenteielles	Zones présenteielles	Significativité ***
Nombre de zones d'emploi en 2007	112	229	
Emploi salarié 1999-2007 *	4,08	8,80	Oui
Médiane des revenus 2001-2007 *	20,56	20,58	Non
Taux de chômage annuels moyens 1999-2007 **	-1,24	-1,98	Non

\* Variation relative \*\* Différence en points \*\*\* Test de significativité au seuil 0,5%  
Est considérée comme présenteielle, une zone d'emploi dont la proportion d'emplois présenteiels dans le total des emplois est supérieure ou égale à 60% (médiane = 63%)  
Sources : Insee, estimations d'emploi ; Insee, taux de chômage annuel moyens localisés ; Insee-DGFip, revenus fiscaux localisés des ménages, ancien champ

## Savoir plus :

- Descours L., Jacquot A. (1992), «Comment se sont équilibrés les marchés régionaux du travail depuis 10 ans», *Économie et statistique*, n° 253, avril.
  - Warzee C. (2003), «L'évolution des marchés locaux du travail de 1962 à 1999 : quatre grands types de zones d'emploi», *Insee Première*, n° 908, juillet.
  - Caudron B. (2009), «Le tourisme en Lorraine : une dimension de l'économie présente», *Insee, Économie Lorraine*, n° 164, mars.
  - Davezies L. (2009), «L'économie locale «résidentielle»», *Géographie Économie Société*, volume 11, n° 1, janvier-mars 2009.
  - Terrier C. (2009), «Distinguer la population présente de la population résidente», *Courrier des statistiques* n° 128, septembre-décembre.
  - Mouhoud E.M. (dir.) (2005), *Localisation des activités économiques et stratégies de l'État : un scénario tendanciel et trois stratégies d'action régionale pour l'État*, rapport du groupe Perroux, Commissariat général du Plan, juin.
  - Davezies L. et Lejoux P. (2003), «Un train peut en cacher un autre - Derrière l'économie productive, attention à l'économie présente», *Communication au Colloque de l'Association de science régionale de langue française*, Lyon, septembre.
- Site Internet : - [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Ministère de l'Économie,  
des finances et de l'Industrie

### Insee

#### Institut National de la Statistique et des Études Économiques Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot  
CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

[www.insee.fr/lorraine](http://www.insee.fr/lorraine)

#### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Christian TOULET

Directeur régional de l'Insee

#### COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Jean-Jacques PIERRE

#### RESPONSABLE ÉDITORIALE

#### ET RELATIONS MÉDIAS

Brigitte VIENNEAUX

#### RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

#### RÉALISATION DE PRODUITS

#### ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD

Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2010

## Emploi présentiel et population présente

Le concept d'emploi présentiel est à rapprocher de celui de population présente.

TERRIER (2009) détermine la population présente comme la population résidente d'un territoire, au sens du recensement, à laquelle on ajoute les variations de cette population, induites par l'arrivée des personnes qui viennent séjourner dans ce territoire alors qu'elles n'y résident pas, ou par le départ de celles qui partent en voyage ailleurs alors qu'elles résident dans le territoire. Bien que cette population présente varie tout au long de l'année, il est possible de calculer une population présente moyenne ou maximale sur un territoire donné.

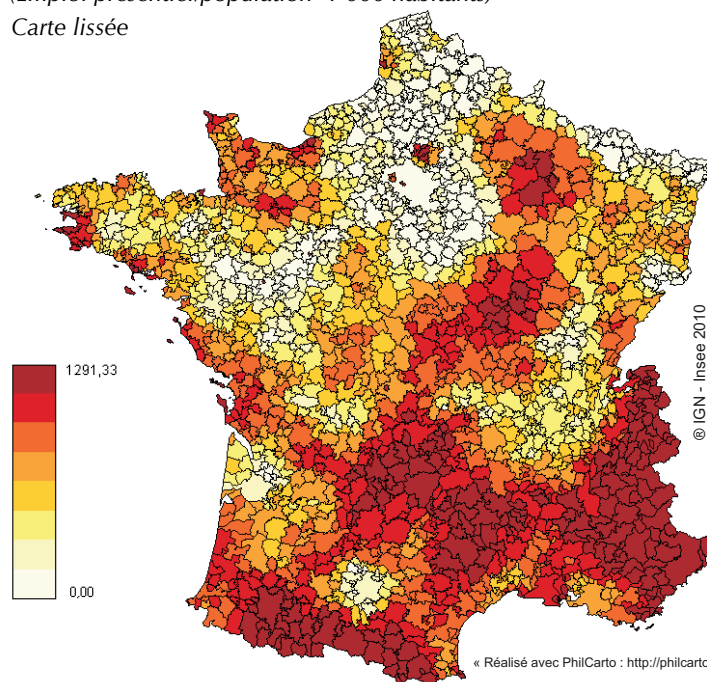
Population présente = Population résidente + Entrants - Sortants.

L'échelle territoriale des bassins de vie [Insee, 2003] qui constitue le plus petit territoire sur lequel la population résidente a accès aux principaux services et à l'emploi, donne une représentation fine de la distribution géographique de l'emploi présentiel.

### Densité de l'emploi présentiel par bassin de vie en 2007

(Emploi présentiel/population \* 1 000 habitants)

Carte lissée



Source : Insee, Recensement de la population de 2007 - exploitation complémentaire au lieu de travail

«L'outil» de découpage du territoire en bassins de vie vise à faciliter la compréhension de la structuration du territoire métropolitain et à mieux qualifier l'espace à dominante rurale. Le territoire métropolitain comporte 1 745 bassins de vie centrés sur un bourg ou une petite ville et 171 bassins de vie centrés sur une grande agglomération. En Lorraine, à côté des grandes agglomérations et de leur périphérie, on recense 70 bassins de vie. Ils sont animés par un bourg ou une petite ville de la région et forment le référentiel rural restreint. Dix communes lorraines sont rattachées à cinq bassins de vie dont le pôle est extérieur à la région.

Avec en moyenne 8 500 emplois dans la sphère présente en 2007, le nombre d'emplois présents dans les bassins de vie est fortement corrélé avec la population présente du bassin, moyenne ou maximale, selon une relation quasi-linéaire ( $R^2$  respectivement de 0,95 et 0,91) (cf. Tableau). Le modèle sous-estime les emplois dans les régions Auvergne, Limousin, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Champagne-Ardenne.

### Emplois présentsiels et population présente

	Coefficient	Significativité*	$R^2$
Constante	-1,34	-54,99	0,95
Population présente moyenne	1,15	194,83	
Constante	-1,29	-38,24	0,91
Population présente maximale	1,12	139,47	

\* T de Student - Variable expliquée : nombre d'emplois présentsiels - Spécification de type log-log (MCO)  
Champ géographique : zonage en bassins de vie, Insee, 2003

Sources : Insee, recensement de la population 2007 - exploitation complémentaire au lieu de travail ; DGCIS, enquête SDT 2005 ; Insee recensement 2006, Dads 2005

Les pôles urbains des bassins de vie lorrains comptabilisent en moyenne près de 22 500 emplois en 2007 dans la sphère présente, avec de forts écarts entre pôles selon leur taille : Metz (124 000), Nancy (122 000) d'un côté et La Bresse (2 700), Esch-sur-Alzette-Villerupt (2 500) de l'autre.

Avec près de 2 500 emplois présentsiels en moyenne, les bassins des pôles ruraux lorrains se détachent des bassins des communes périurbaines (1 500 emplois en moyenne).

La croissance de l'emploi présentiel dans les bassins des pôles ruraux reste néanmoins proche de celle du périurbain ; il n'y a pas eu de processus de rattrapage du niveau d'équipement et de services dans les territoires ruraux.